

Au Journal officiel du 7 au 13 janvier 2017

Au Journal officiel du 7 au 13 janvier 2017

16/01/2017

Au Journal officiel du 7 au 13 janvier 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 7 janvier 2017 :

- Décret n° 2017-12 du 5 janvier 2017 relatif à **l'obligation de transmission de la déclaration d'intérêts** mentionnée aux articles L. 131-7 et L. 231-4-1 du Code de justice administrative . – *Modification du Code de justice administrative* ;
- Décret n° 2017-13 du 5 janvier 2017 **désignant une cour d'appel spécialisée pour connaître du contentieux de la tarification de l'assurance des accidents du travail**. – *Modification du Code de l'organisation judiciaire*. – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 (cf. art. 2)*.

Au JO du 8 janvier 2017 :

- Décret n° 2017-15 du 6 janvier 2017 relatif à la **circulation des bateaux amphibies sur le domaine public routier**. – *Modification du Code de la route*. – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} mars 2017 (cf. art. 2)* ;
- Décret n° 2017-16 du 6 janvier 2017 relatif à la **circulation des transports exceptionnels**. – *Modification du Code de la route*. – *Abrogation du décret n° 2014-675 du 24 juin 2014*. – *Ce texte entre en vigueur le 1^{er} mars 2017 (cf. art. 16)* ;
- Décret n° 2017-17 du 6 janvier 2017 **modifiant le Code des pensions civiles et militaires de retraite**. – *Modification du Code des pensions civiles et militaires de retraite*.

Au JO du 11 janvier 2017 :

- Décret n° 2017-19 du 9 janvier 2017 relatif aux **modalités de désignation et d'habilitation des agents de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique autorisés à consulter le traitement automatisé** dénommé « Estimer un bien » (**Patrim**), le fichier national des comptes bancaires (**FICOBA**), le fichier des contrats de capitalisation et d'assurance vie (**FICOVIE**) et le traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « Base nationale des données patrimoniales » (**BNDP**). – *Modification du Livre des procédures fiscales* ;
- Décret n° 2017-20 du 9 janvier 2017 **relatif aux établissements pharmaceutiques et à l'inspection par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et portant simplification de procédures mises en œuvre par cette agence**. – *Modification du Code de la santé publique et du Code de la sécurité sociale*.

Au JO du 12 janvier 2017 :

- Décret n° 2017-21 du 11 janvier 2017 relatif aux **obligations d'achat ou d'utilisation de véhicules à faibles émissions par les gestionnaires de flottes de véhicules, les loueurs de véhicules automobiles, les exploitants de taxis et exploitants de voitures de transport avec chauffeur**. – *Modification du Code de l'environnement et du Code de la route* ;
- Décret n° 2017-22 du 11 janvier 2017 pris pour l'application du premier alinéa de l'article L. 224-8 du Code de l'environnement **définissant les critères caractérisant les véhicules à faibles émissions dont le poids total autorisé en charge excède 3,5 tonnes**. – *Modification du Code de l'environnement* ;
- Décret n° 2017-23 du 11 janvier 2017 pris pour l'application de l'article L. 224-8 du code de l'environnement **définissant les critères caractérisant les autobus et autocars à faibles émissions**. – *Modification du Code de l'environnement* ;
- Décret n° 2017-24 du 11 janvier 2017 pris pour l'application des articles L. 224-7 du code de l'environnement et L. 318-1 du Code de la route **définissant les critères caractérisant les véhicules à faibles et très faibles niveaux d'émissions de moins de 3,5 tonnes**. – *Modification du Code de l'environnement*.

Au JO du 13 janvier 2017 :

- Ordonnance n° 2017-27 du 12 janvier 2017 relative à **l'hébergement de données de santé à caractère personnel**. – *Modification du Code de la santé publique et du Code du patrimoine*. – *Ce texte entre en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard le 1er janvier 2019 (cf. art. 3, I)* ;
- Ordonnance n° 2017-28 du 12 janvier 2017 relative à la **constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire**. – *Modification du Code de la santé publique, du Code du travail, de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 et de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011* ;
- Ordonnance n° 2017-29 du 12 janvier 2017 relative aux **conditions de reconnaissance de la force probante des documents comportant des données de santé à caractère personnel créés ou reproduits sous forme numérique et de destruction des documents conservés sous une autre forme que numérique**. – *Modification du Code de la santé publique* ;
- Ordonnance n° 2017-30 du 12 janvier 2017 relative à **l'égal accès des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et des conseils de surveillance des établissements et organismes mentionnés aux articles L. 1142-22, L. 1222-1, L. 1413-1, L. 1418-1, L. 1431-1 et L. 5311-1 du Code de la santé publique**. – *Modification du Code de la santé publique* ;
- Ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de **mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé**. – *Modification du Code de la santé publique, du Code de la sécurité sociale, du Code de l'éducation, du Code général des impôts, de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 et de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016* ;

- Arrêté du 10 janvier 2017 portant **modification de l'arrêté du 31 juillet 2015 fixant la liste des pièces justificatives pour l'exercice du droit au compte auprès de la Banque de France.** – *Modification de l'arrêté du 31 juillet 2015. – Ce texte entre en vigueur le 23 juin 2017 (cf. art. 3).*

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision nos 394696 et 395115 du 28 décembre 2016 du Conseil d'État statuant au contentieux.** – *Annulation de l'ordonnance n° 2015-1244 du 7 octobre 2015.*

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA